

L'importation a reculé de 30%

**La négociation des prix fait
baisser la facture du médicament**

Page 2

Selon Boudiaf

**Le déficit en personnels
paramédicaux comblé en 2017**

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3658 - Mercredi 2 septembre 2015 - Prix : 10 DA

Logements AADL

**Le choix des sites
de 2001-2002
ouvert
le 5 septembre**

Page 2



Selon Benghebrit

L'échec scolaire «n'est pas une fatalité»

Page 4

**Réalité et
perception
de la réalité
dans le
conflit syrien**

Par Mohamed Habili

Les efforts de l'émis-
saire onusien, Steffan di
Mistura, conjointe-
ment avec ceux de la
diplomatie russe, semblent
non seulement s'intensifier
mais déboucher sur une
avancée majeure dans la
recherche d'une solution
négociée à la crise syrienne.
Tout se passe en effet comme
si on était à la veille d'une
initiative décisive. On prête à la
diplomatie russe notamment
d'avoir réussi à faire accep-
ter tout à la fois à l'Egypte, aux
Emirats et à la Jordanie, l'idée
que Bachar El Assad n'est pas
tant un problème qu'une partie
de la solution. Cependant,
aucun de ces pays n'a fait de
déclaration en ce sens, ou du
moins pas encore. Sergueï
Lavrov a rencontré à Moscou
l'opposition syrienne interne,
il l'a à cette occasion enga-
gée vivement à unir ses
rangs, comme si effective-
ment une initiative se prépa-
rait et que c'était là ce qu'elle
devait faire pour peser dans la
phase à venir. L'opposition
basée en Turquie a tenu par
contre à rappeler que pour
elle une solution qui ne ferait
pas du départ du président
syrien la condition sine qua
non est nulle et non avenue.
Il y a quelques jours, le
ministre saoudien des Affaires
étrangères, en visite à
Moscou, avait souligné que
la position de son pays restait
à cet égard inchangée, bien
que la tonalité générale de
ses propos relatifs au régime
syrien se soit quelque peu
adoucie. **Suite en page 3**

Sellal réunit le gouvernement aujourd'hui
La rentrée sociale au menu



PH > E. Soravalli. A.

Le Premier
ministre,
Abdelmalek Sellal,
reprend les
réunions
hebdomadaires
du gouvernement.
Celle d'aujourd'hui
sera consacrée
aux dernières
retouches sur la
rentree sociale,
notamment
scolaire et
universitaire,
attendue pour le 6
septembre ainsi
que la situation
économique avec
la présentation du
nouveau code des
investissements.

Lire page 3

Amélioration du transport aérien

**L'organisation d'Air Algérie
va bientôt subir une remise à plat**

Page 24

Manifestation «Oran en fête»

**En clôture, une soirée
cent pour cent rap**

Page 13

L'importation a reculé de 30%

La négociation des prix fait baisser la facture du médicament

■ A se fier aux données des responsables de la Santé, les importations du médicament ont connu une baisse continue sur les 7 premiers mois. Il est indiqué que cette dernière est due à une meilleure négociation des prix auprès des laboratoires pharmaceutiques étrangers.

Par Yasmine Ayadi

La facture d'importation des produits pharmaceutiques a reculé de près de 30% durant les 7 premiers mois de l'année 2015 par rapport à la même période de 2014, tandis que les quantités importées ont baissé de près de 1%, selon les chiffres donnés récemment par les services des Douanes algériennes. Cette double baisse est due selon les responsables du ministère de la Santé à un nouveau dispositif permettant de négocier des prix plus bas auprès des laboratoires pharmaceutiques étrangers. «Nous avons adopté une nouvelle méthodologie de fixation des prix, basée sur la comparaison des prix à l'international afin d'obtenir les meilleurs prix en Algérie lors de l'enregistrement des produits, dans le cadre de la maîtrise de la facture des importations», a expliqué le directeur des produits pharmaceutiques au sein du ministère,

Ahmed Saïd Fraihat. En effet, les importations des médicaments sont soumises à des autorisations préalables qui sont délivrées annuellement par le ministère de la Santé qui négocie par ailleurs avec les fournisseurs les prix d'accès, et fixe les marges au niveau de la distribution et le prix final au consommateur. Les autorités ont donc profité de l'occasion du renouvellement des décisions d'enregistrement des médicaments afin de renégocier l'ensemble des prix des médicaments importés en Algérie, en les comparant à ceux appliqués dans un certain nombre de pays de référence (pays voisins, ceux de la rive Sud de la Méditerranée et certains pays européens). Cette nouvelle méthodologie a permis d'obtenir une baisse d'au moins 10% par rapport aux marchés européens, précise M. Fraihat ajoutant que les services du ministère veillent à ce que les prix en Algérie restent les plus avantageux dans la région. Toutefois, cette nouvelle



démarche n'a aucun impact sur les délais de délivrance des autorisations d'importation et ne peut pas entraver l'approvisionnement du marché, a souligné le directeur. «Notre démarche n'a causé aucune lenteur. Bien au contraire, pour la première fois depuis la création du système de l'enregistrement, nous sommes à jour en matière de renouvellement des décisions d'enregistrement», a-t-il encore soutenu expliquant que plus de 1 000 produits avaient bénéficié du

renouvellement durant les sept premiers mois de 2015.

Le scénario de la pénurie écarté

Le directeur a affirmé que la baisse de la facture d'importation des médicaments n'aura aucune répercussion sur la disponibilité des médicaments sur le marché national.

Selon lui, la facture tend naturellement vers l'augmentation vu la croissance démogra-

phique, l'amélioration de l'espérance de vie et des moyens de diagnostic. L'objectif des autorités publiques est donc de «maîtriser cette facture sans pour autant compromettre la prise en charge des citoyens».

Il ne s'agit ni d'une mesure d'austérité ni de coupes au détriment de la santé du citoyen, a-t-il poursuivi expliquant que cette action s'inscrit dans le cadre d'une politique nationale de rationalisation des dépenses. **Y.A./APS**

Logements AADL Le choix des sites de 2001-2002 ouvert le 5 septembre

LES SOUSCRIPTEURS au programme de location-vente 2001-2002 pourront effectuer le choix du site de leurs logements à partir du 5 septembre via le site web de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), a-t-elle annoncé mardi dans un communiqué. Les souscripteurs des années 2001 et 2002 ayant actualisé leur dossier en 2013 et versé la première tranche de 10% peuvent consulter le site web de l'agence (www.aadl.com.dz) pour «effectuer le choix du site et renseigner le formulaire affiché», et ce, à partir du 5 septembre 2015, précise la même source. Les rendez-vous des souscripteurs, qui seront invités à se présenter au niveau des agences de wilaya et au siège de la direction générale pour les souscripteurs de la wilaya d'Alger afin de retirer l'ordre de versement de la deuxième tranche de 5%, seront affichés sur le même site web, a-t-on ajouté.

Yanis H.

Selon Boudiaf

Le déficit en personnels paramédicaux comblé en 2017

Un riche programme de formation du personnel paramédical a été mis au point pour pallier le déficit enregistré par le secteur de la Santé. Le ministère de la Santé, a adopté une stratégie efficace de formation visant à y mettre fin, au terme de l'année 2017. Le secteur de la Santé est en butte à des contraintes liées au manque de personnels paramédicaux, ce qui pèse négativement sur les prestations prodiguées aux malades. La problématique liée à ce déficit en personnels est d'autant plus préoccupante que des infrastructures importantes sont sur le point d'être réceptionnées, et d'autres le sont déjà. Les nouvelles sorties de promotion devront pallier le manque et atténuer relativement le déficit constaté, s'agissant notamment, des infirmiers et des radiologues, des sages-femmes, et des techniciens.

Lors de sa visite dans la wilaya de Relizane, le ministre a constaté de près les multiples contraintes et carences qui freinent le secteur de la Santé. La région accuse un déficit en termes de médecins spécialistes, notamment, en gynécologie, radiologues, de personnel médical et de techniciens de maintenance.

Interpellé sur la question, lors de sa visite dans la wilaya, le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf a reconnu que le déficit n'est pas propre à la Relizane. «C'est un problème signalé au niveau national, surtout que les recrutements ont été bloqués durant 8 ans», a-t-il expliqué, estimant que l'année 2017 marquera la fin du déficit enregistré en matière de personnels paramédicaux à travers une stratégie efficace de formation visant à mettre fin au déficit enregistré en matière de personnels paramédicaux et à répondre aux besoins exprimés des structures sanitaires. «La formation du personnel médical est primordiale pour l'amélioration des prestations du secteur», a-t-il ajouté. Dans ce cadre, il a fait état de la sortie récente d'une promotion de 7 500 agents paramédicaux formés dans diverses spécialités. Une autre promotion de 6 500 agents achèvera sa formation en novembre prochain. Pour le manque de médecins spécialistes, le ministre a tenu à rassurer que des affectations ont été effectuées et d'autres se seront prochainement, pourvu que les autorités locales leur attribuent des logements de fonctions. Pour les techniciens de mainte-

nance, Boudiaf a fait savoir qu'une partie du budget sera réservée à la formation de ces agents.

Concernant la répartition non équitable des structures de santé à Relizane, le ministre a fait savoir que de nouveaux projets ne sont pas à l'ordre du jour pour l'instant. Mais, soutient-il, le nombre actuel de polycliniques (28) au total, et les structures de santé existantes, ainsi que les projets en cours de réalisation, est suffisant pour assurer la prise en charge de toute la population de cette région. «Il faut d'abord accélérer la cadence pour les projets en cours de réalisation et les terminer à temps. Il est temps de réorganiser et d'améliorer les structures actuelles et situer les responsabilités», a-t-il dit.

Au cours de sa visite, Abdelmalek Boudiaf a inspecté le projet de réalisation d'un hôpital de 120 lits à Aami Moussa. Le taux d'avancement du projet est de l'ordre de 95%. Une enveloppe de l'ordre de 2,2 milliards lui a été consacrée.

A l'établissement de santé Ahmed-Francis à Oued Rhiou, le ministre de la Santé a exprimé sa satisfaction quant à la qualité de service. «Je suis très satisfait de ce que j'ai vu et constaté», s'est-

réjoui. A la nouvelle ville, le ministre a visité le chantier de la future école paramédicale. Le chantier de cette école, d'une capacité de 400 places pédagogiques, enregistre un taux d'avancement de 80%. Un budget de plus de 660 millions DA a été mobilisé pour ce projet. Par ailleurs, un exposé sur le secteur de la Santé lui a été présenté mettant en exergue les avancées qu'il connaît ainsi que certains manques pour ce qui est des spécialités médicales comme la neurologie, la cardiologie et la gynécologie. Au niveau des établissements hospitaliers d'Oued Rhiou et de Mazouna, le ministre a exprimé sa satisfaction quant aux améliorations enregistrées par le secteur dans la wilaya. «La santé est au vert dans la wilaya», s'est-il félicité. Au chef-lieu de wilaya, il a inspecté quelques services de l'hôpital Mohamed-Boudiaf, avant de présider au siège de la wilaya, une réunion avec les cadres du secteur, les autorités locales et les élus. Il a invité l'assistance à fournir davantage d'efforts pour être au service du malade et à le prendre en charge correctement.

Louiza Ait Ramdane

Sellal réunit le gouvernement aujourd'hui

La rentrée sociale au menu

■ Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, reprend les réunions hebdomadaires du gouvernement. Celle d'aujourd'hui sera consacrée aux dernières retouches sur la rentrée sociale, notamment scolaire et universitaire, attendue pour le 6 septembre ainsi que la situation économique avec la présentation du nouveau code des investissements.

Par Nacera Chennafi

La réunion du gouvernement Sellal intervient dans une conjoncture économique difficile avec des prix du pétrole instables et à la veille d'une rentrée sociale qui risque d'être délicate malgré les assurances de l'Exécutif qui s'est vu agir sur tous les fronts pour assurer une rentrée apaisée.

Concernant la rentrée sociale, le gouvernement avait donné des instructions aux walis, réunis samedi dernier à Alger, pour relever le défi d'une reprise sociale apaisée. A ce propos, des rapports ont été remis sur l'état des lieux de la préparation de cette rentrée notamment en matière d'infrastructures, établissements scolaires et universitaires. Il est à noter que les rentrées scolaire et universitaire sont attendues pour dimanche prochain et la ministre de l'Education, Nouria Benghebrat, a décroché une trêve des syndicats lors d'une réunion tenue en août dernier durant laquelle elle a répondu positivement aux différentes revendications en attendant une nouvelle réunion le 15 octobre qui sera probablement l'occasion d'arriver à un pacte de paix dans le secteur de l'éducation. Le secteur de l'Enseignement supérieur pourrait connaître des remous avec la menace de grève du Conseil national des enseignants universitaires. A cet effet, le ministre de l'Enseignement supérieur, Abdelkader Hadjar, avait annoncé une réunion avec les représentants des enseignants. Dans ce contexte, les deux ministres présenteront aujourd'hui, chacun de son côté, l'état des lieux de la préparation des rentrées scolaire et universitaire. S'agissant de la situation économique marquée par l'instabilité des prix du pétrole qui a un effet



Ph/E. Soraya/J. A.

direct sur les réserves de change de l'Algérie, le gouvernement mise toujours sur la possibilité de relancer l'économie hors hydrocarbures. A ce propos, le ministre de l'Industrie, Abdesselam Bouchouareb, présentera en Conseil du gouvernement aujourd'hui le projet portant code des investissements. Ce texte va définir la nouvelle vision du gouvernement en termes d'investissement. En visite d'inspection à Jijel avant-hier, le ministre de l'Industrie a indiqué que le nouveau code des investissements sera présenté à la fin de cette semaine au Conseil du gouvernement. Il a expliqué que le texte en question va apporter plus de facilitations aux investisseurs et à l'investissement en général. A ce propos, il a cité le renforcement et l'élargissement des missions de l'Agence nationale de développement de l'investissement

(Andi). Celle-ci ne se limitera plus au traitement des dossiers d'investissements et à leur enregistrement, mais elle sera appelée à accompagner les entrepreneurs dans la réalisation de leurs projets. Selon de précédentes explications du ministre, le projet portera notamment sur la simplification des procédures, l'adéquation entre le système d'incitation et la politique économique, l'ajustement du cadre de régulation des investissements directs étrangers (IDE). Le texte traitera également de la question de droit de préemption car l'Etat aura le droit « d'acquérir le bien corporel ou incorporel cédé en rajoutant 10% au prix déclaré de cession, lorsqu'il estime qu'il y a une minoration de valeur ».

Il est à rappeler que le code des investissements a été promulgué en 2001 et modifié une douzaine de fois dans certaines de ses dispositions. Dans sa

«stratégie» de faire face à cette crise économique qui risque d'être longue, l'Exécutif a commencé par adopter une loi des finances complémentaire pour 2015 qui a ouvert la voie à ce qui est appelé «*amnistie fiscale*» visant à ramasser l'argent de l'informel. D'autre part, le gouvernement se dit capable de réduire la facture des importations. Dans sa stratégie industrielle, le gouvernement compte aussi créer 12 pôles industriels et une tripartite est annoncée pour le 15 octobre prochain à Biskra pour discuter de la relance de l'économie nationale. Le Président Bouteflika avait anticipé la rentrée sociale avec des nouveaux walis qui auront pour feuille de route les dernières mesures annoncées par les services du Premier ministre, dont la bonne gestion de l'argent public et l'évitement de la colère sociale.

N. C.

Rentrée sociale

Le retour au travail

Voilà, la saison du repos est terminée et cède la place à celle du travail. La rentrée sociale a commencé hier, et les fonctionnaires, les enseignants, les étudiants ont rejoint de nouveau leurs postes inoccupés durant le congé. Si certains fonctionnaires ont pu profiter pleinement de leur congé au bord de la mer, d'autres se sont contentés de passer les journées caniculaire à la maison. Le congé a pris fin et les employés se sont de nouveau présentés à leur travail.

Une rentrée jugée «*spéciale*» pour certaines catégories de fonctionnaires, car il est à rappeler dans ce contexte que l'article 87 bis du code du travail a été supprimé. La décision est entrée en vigueur depuis le premier août de l'année courante. Désormais, plus de deux millions de travailleurs bénéficient de cette mesure dans le but d'améliorer le pouvoir d'achat des petites bourses. Dans ce nouveau cadre de travail, le salaire ne doit pas être inférieur au salaire national

minimum garanti (SNMG) équivalent à 18 000 DA. La reprise du travail n'est pas toujours synonyme de joie. Certains travailleurs se hâtent de reprendre leurs postes, tandis que d'autres préfèrent allonger leur repos. Une rentrée qui s'annonce difficile pour eux. «*Regagner les mêmes bureaux et se réadapter de nouveau au rythme du travail est difficile. Rien qu'à penser à la routine, je sens déjà la flemme m'envahir et je suis démoralisée d'aller au bureau.*» C'est ainsi que Farida voit son retour au bureau.

Les étudiants, quant à eux, sont peu nombreux. Ils reprennent timidement les bancs de l'Université, retour qui se justifie par la période des examens de rattrapage. A rappeler que la reprise des cours des étudiants est programmée à chaque fois le premier dimanche du mois d'octobre. Pour la circonstance, les bus de couleur orange sont actuellement en circulation mais avec un service minimum, chose constatée au niveau du

parking de stationnement des transports estudiantins à Tafourah. Les résidences universitaires ont ouvert leurs portes, une reprise avec laquelle les problèmes liés au transport et à l'hébergement commencent. Concernant le secteur éducatif, seuls le staff administratif et le personnel enseignant rejoindront les écoles. A ce sujet, la rentrée des élèves est programmée le 6 du mois courant. Une rentrée qui s'annonce dans le calme et la quiétude, le problème des grèves ne fait pas en ce moment l'actualité. Malgré une reprise réussie, les établissements scolaires souffrent aujourd'hui des mêmes problèmes liés à la surcharge des classes.

Une reprise que tous les responsables et les hauts fonctionnaires souhaitent s'effectuer dans le calme et la tranquillité. Un espoir dans des circonstances économiques défavorables, en particulier la baisse des cours du pétrole et la récession.

Mohamed Mabkhout

LA QUESTION DU JOUR

Réalité et perception de la réalité dans le conflit syrien

Suite de la page une

D'où peut venir dans ces conditions le sentiment que les lignes sont en train de bouger dans le conflit syrien, qui va sur sa cinquième année, et qui est sans doute l'un des plus sanglants et destructeurs que le monde ait connu depuis des décennies ? Rien de concret ne s'est en fait produit annonçant un rapprochement des vues, entre non pas les parties syriennes, mais les puissances régionales et mondiales qui elles seules sont en capacité de mettre fin au conflit mais tout autant de le prolonger. On notera tout de même que pour l'heure, des deux superpuissances, c'est la Russie qui tient le devant de la scène diplomatique, et que ce sont les Etats-Unis qui sont en retrait, sans manquer cependant de réaffirmer chaque fois que l'occasion s'en présente le préalable du départ du président syrien. Là aussi, donc, rien de nouveau quant au fond. Aucun des deux camps en présence n'a vu l'un de ses membres faire défection, même s'il est question dans les médias d'un réalignement des trois pays cités plus haut. S'il y a du nouveau néanmoins, il n'est pas dans les faits mais dans la perception qu'on en a. Si c'est toujours la même guerre qui se mène en Syrie, celle-ci n'est pas dans les mêmes phases qu'au départ, ou même qu'il y a une année. Depuis plusieurs mois, elle a évolué de guerre de mouvement, ou les belligérants étaient encore en mesure de faire d'importants gains territoriaux mais aussi d'en perdre, à une guerre de position. Cela tient en grande partie à la tactique mise en œuvre par l'armée syrienne, qui consciente du rapport de force, a préféré se retirer de certaines positions pour mieux en défendre d'autres. Bien sûr, ses ennemis, comme les observateurs d'ailleurs, pouvaient en conclure que ce n'était pas là des choix, des replis tactiques, mais une retraite forcée, la marche à reculons d'une armée en train de perdre pied. Il a fallu après cela toute une phase d'observation pour que la preuve soit faite qu'il ne s'agit pas d'un effondrement comme on pouvait le croire mais bel et bien d'un redéploiement. C'est à ce point précis que la guerre se trouve pour le moment. L'armée syrienne a reculé, mais elle ne s'est pas effondrée. Ce qui veut dire qu'elle n'est pas près de le faire. C'est probablement ce qui explique le sentiment que quelque chose se prépare qui ne soit pas basé sur le départ de Bachar Al Assad.

M. H.

Boumerdès Limogeage du secrétaire général de l'APC

COUP de théâtre à la municipalité du chef-lieu de wilaya Boumerdès. Le président de l'Assemblée populaire communale a pris la décision de mettre fin aux fonctions du secrétaire général de la commune Rabah Chaouche qui assurait l'intérim depuis l'année 2008. Il a été remplacé par Ghazibouene Kamel, administrateur principal à ladite municipalité. Pour certains, il s'agit d'un limogeage du secrétaire général et pour d'autres une opération qui s'inscrit dans le cadre de l'amélioration du service public. Un vice-président parmi les fidèles du P/APC a indiqué que ce changement a été effectué pour redynamiser les activités de la commune et relancer les projets de développement qui stagnent depuis très longtemps et d'autres qui accusent un retard. Un autre élu, qui a préféré garder l'anonymat, a révélé les conflits qui règnent au sein de ladite Assemblée où chaque membre lutte pour ses intérêts au détriment de la population.

A. K.

Reliant le CHU Franz-Fanon à l'autoroute Est-Ouest Ouverture provisoire de la route

LA ROUTE RELIANT le Centre hospitalo-universitaire (CHU) Franz-Fanon de Blida à l'autoroute Est-Ouest a été ouverte provisoirement à la circulation, a-t-on appris, hier, du directeur des travaux publics de la wilaya. D'une longueur de 3,5 km, cet axe routier a été ouvert à la circulation à quelques jours de la rentrée sociale, a indiqué à l'APS Harrane Bachir, signalant que l'objectif visé est d'éviter aux usagers de l'autoroute Est-Ouest, en provenance de Tipasa et Ain Deffa ou d'autres wilayas, se dirigeant vers le CHU Franz-Fanon, les encombrements du centre-ville de Zaabana, considéré auparavant comme le seul accès vers cet établissement hospitalier. Cette route à double voie va, également, éviter aux ambulances se dirigeant vers le CHU d'emprunter le centre-ville, ceci d'autant plus que cet hôpital est le point de convergence des malades de nombreuses wilayas du pays, au vu des différentes prestations médicales assurées en son sein, est-il ajouté. Les visiteurs et malades du CHU Franz-Fanon ont salué la réalisation de ce projet, qui leur permet «un gain de temps par la réduction de la distance parcourue», louant son «ouverture à la veille de la rentrée sociale, synonyme de grands encombrements sur les routes». Ils ont aussi appelé à la réalisation davantage de routes similaires (évitements), afin d'éviter aux automobilistes de rentrer dans les grandes villes. Selon M. Harrane, la mise en service définitive de cet axe routier interviendra au «début de l'année prochaine», après le parachèvement des travaux restants (signalisation et abords de route).

R. N.

Selon Benghebrif

L'échec scolaire «n'est pas une fatalité»

■ Le phénomène de déperdition scolaire en Algérie est des plus inquiétants et le nombre d'exclus annuellement de l'école est effarant. En effet, chaque année des milliers d'enfants quittent le système éducatif.



Photo: S. Bouyad / A.

Par Meriem Benchaouia

Les causes principales de cet abandon résident, d'une part, dans l'échec enregistré par de nombreux enfants et l'absence de structures à même de les aider à renforcer leur niveau et, d'autre part, le faible attrait de l'école publique qui ne propose aucune activité parascolaire d'épanouissement aux élèves. Ce qu'on appelle l'échec scolaire est aujourd'hui au premier plan des préoccupations de la tutelle. Avant de rappeler les efforts déployés par l'Etat en matière d'équipements scolaires et de renforcement des infrastructures éducatives, Nouria Benghebrif, ministre de l'Education, a estimé que «l'échec scolaire n'est pas une fatalité». Elle a relevé, à cet effet, que l'école se trouve «au centre des priorités» du gouver-

nement, en vue d'améliorer et de renforcer les compétences à travers la généralisation de la formation continue des enseignants et des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

La première responsable du secteur a affirmé que l'école constitue un élément fondamental pour l'acquisition des connaissances, mais aussi pour l'acquisition et le renforcement des valeurs qui donnent un sens à la cohésion sociale d'un pays et à la pratique de la citoyenneté. S'exprimant à l'issue d'une visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Ghardaïa, M^{me} Benghebrif a souligné le rôle fondamental de l'école dans «la consécration de la culture, de la solidarité et de la cohésion sociale dans notre pays, ainsi que dans le renforcement de l'ancrage et la valorisa-

tion du patrimoine national, dans sa diversité linguistique». La stratégie du secteur de l'éducation a une prospective à l'horizon 2030 qui prend en compte les orientations du président de la République et les résultats de la commission de la réforme, a soutenu la ministre de l'Education nationale, exhortant tous les partenaires à «s'impliquer en vue de surmonter les contraintes et les obstacles entravant le système éducatif». M^{me} Benghebrif a mis l'accent sur l'importance de la pédagogie et le rôle de l'enseignant dans sa classe, pour «élever le niveau et offrir un enseignement exemplaire, garantissant l'égalité des chances aux élèves et améliorant la qualité de l'enseignement».

A l'issue de la visite d'un nouveau collège et d'un lycée à Guerrara ainsi que la réhabilita-

tion à Berriane d'un collège affecté par les derniers événements ayant secoué la région, la ministre a estimé que «la page des malheureux événements à Ghardaïa a été tournée à jamais, pour un avenir radieux avec un principe fondamental plus jamais ça». «On doit inculquer à nos enfants ce principe», a-t-elle dit, avant d'insister sur la préservation des équipements pédagogiques et infrastructurels du secteur de l'éducation qui doit constituer pour l'ensemble «une sacralité» et de rappeler que l'Etat a été présent en ce qui concerne le secteur de l'éducation dans la prise en charge des stigmatisés des événements de Ghardaïa. La ministre a insisté, à ce titre, sur la généralisation de la pratique de la citoyenneté dans les écoles pour «former le futur citoyen algérien».

M.B.

Ambassade des Etats-Unis à Alger

Formation pour les négociants algériens de céréales

Des négociants algériens de céréales ont bénéficié hier d'un atelier de formation de trois jours organisé par la section des affaires agricoles de l'ambassade des Etats-Unis à Alger, dans le cadre du renforcement du partenariat algéro-américain dans le secteur agricole. Cet atelier qui se poursuivra jusqu'à jeudi prochain est animé par deux experts du département américain de l'Agriculture et qui «expliqueront les normes de qualité américaines pour le classement du blé, du maïs et du soja», a indiqué un communiqué de l'ambassade des Etats-Unis à Alger. L'objectif de l'atelier est d'«expliquer les normes appliquées pour garantir que des produits de haute qualité soient placés sur le marché algé-

rien». Lors de cette formation, un expert expliquera «le contrat de l'association commerciale de grain et d'aliment de bétail (GAFTA) souvent utilisé pour l'achat de céréales par les entreprises algériennes», a-t-on précisé. Par ailleurs et dans le cadre de la coopération agricole algéro-américaine, dix professionnels algériens du secteur de l'agriculture ont été sélectionnés cet été pour participer à deux programmes de formation aux Etats-Unis dans le cadre de la bourse Cochran. La première formation porte sur la vulgarisation agricole «Agricultural Extension training» assurée par l'Université du Minnesota et qui se déroule du 22 août au 5 septembre. Ce programme qui consiste en un

réseau d'enseignement national entre les gouvernements et les universités publiques, a pour objectif de «diffuser l'information issue de la recherche sur des sujets aussi variés que la nutrition, l'agriculture, l'horticulture, l'élevage, la petite entreprise et les finances personnelles». Le deuxième programme porte, quant à lui, sur la nutrition et la gestion des bovins laitiers dans le Wisconsin et à Dallas, au Texas, et ce, du 28 septembre au 12 octobre 2015. A l'occasion de cette formation, les participants «auront à observer comment les producteurs laitiers américains utilisent la technologie pour réduire les coûts, augmenter la production et améliorer l'efficacité sur les fermes laitières», explique la

même source. La formation mettra également l'accent sur l'importance de la génétique et de l'élevage sélectif, et inclura des informations sur les avantages de l'utilisation de la génétique américaine pour les bovins laitiers. Ainsi, les participants pourront observer l'ensemble de la chaîne de valeur de la production de lait à partir de la ferme jusqu'au marché. Dans la même optique, ce programme de formation offre «un aperçu en profondeur du système laitier américain et permettra de soutenir le développement de l'industrie laitière en Algérie, tout en créant des possibilités d'accroissement des échanges en aliment de bétail et dans le domaine de la génétique des vaches laitières», a-t-on ajouté.

Halim O.

Règlement des primes d'assurance par cartes bancaires

Signature d'un accord entre CAAT et CPA

■ La Compagnie algérienne des assurances (CAAT) et le Crédit populaire d'Algérie (CPA) ont signé à Alger un accord permettant le paiement des primes d'assurance de l'assureur public par carte interbancaire (CIB).

Par Ahmed O.

Le contrat, qui porte sur la dotation des agences de la CAAT en Terminal de paiement électronique (TPE) acceptant les cartes CIB et dont la mise en place est assurée par la Satim (Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique), a été signé par Youcef Benmicia et Omar Boudieb, respectivement Président-directeurs généraux de la CAAT et du CPA. Intervenant à l'issue de la cérémonie de signature, M. Benmicia s'est réjoui du fait que ce projet de partenariat assurance-banque permettra aux assurés de la CAAT, porteurs d'une carte bancaire ou d'une carte d'Algérie Poste de payer via les TPE installés aux niveaux de leurs agences d'assurance. L'opération doit être mise en œuvre avant la fin de l'année en cours au niveau de 17 agences pilotes pour être généralisée, en 2016, à l'ensemble des 154 agences que compte la CAAT. Elle permettra également d'améliorer la prestation de service en direction des assurés, de mieux



Ph. > D. R.

maîtriser les coûts opérationnels et d'assurer la transparence, la traçabilité et la rapidité des transactions, a encore estimé M. Benmicia. M. Boudieb, se réjouissant de son côté d'être à la tête de la «banque de la monétique» en Algérie, a annoncé le lancement prochain d'opérations

similaires avec d'autres compagnies d'assurance et la concrétisation d'autres projets dans le E-banking. A la fin du premier semestre 2015, le CPA a émis auprès de ses clients 323 505 cartes interbancaires (CIB) contre 298 074 cartes à la fin 2014 et 14 107 cartes en 2005,

selon cette banque publique. La banque dispose de 2 059 TPE dont 409 dédiés à l'acceptation de cartes internationales VISA. Elle compte en outre de 159 DAB (distributeurs automatiques de billets) dont 48 ouverts à l'international.

A. O./APS

Changes

L'euro grimpe face au dollar dans un marché incertain face à la Fed

L'euro progressait hier face au dollar dans un marché incertain face à la stratégie de la Réserve fédérale américaine (Fed) et inquiet quant à l'essoufflement de l'économie chinoise. La monnaie unique européenne valait 1,1276 dollar, contre 1,1213 dollar lundi à la clôture. La devise européenne baissait face à la monnaie nippone, à 135,11 yens contre 135,95 yens lundi, après être tombé dans la matinée à 134,95 yens, son plus bas niveau depuis le 22 juillet. Le dollar aussi reculait face à la devise japonaise, à 119,88 yens contre 121,24 yens la veille. «La conférence monétaire du vice-

président de la Fed Jackson Hole (aux Etats-Unis) le dernier week-end du mois d'août a laissé les marchés sans direction», notaient les analystes. En effet, selon ces experts, en l'absence de Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, et de Janet Yellen, la présidente de la Fed, les marchés n'ont pas pu glaner d'indices clairs sur le calendrier d'une éventuelle hausse du taux directeur de la banque centrale américaine. Plusieurs analystes notaient cependant ce mardi que le ralentissement de l'économie chinoise ne devrait pas affecter la décision de la Fed quant à

une hausse progressive des taux. «Malgré les turbulences chinoises, la probabilité que la Fed augmente ses taux dès le 17 septembre est plus forte qu'on ne le croit», soulignait un analyste tout en notant toutefois que «l'agitation observée sur les marchés émergents en août ne doit pas être sous-estimée». La publication mardi d'une forte contraction de l'activité manufacturière chinoise en août, tombée à son plus bas niveau depuis trois ans d'après le Bureau national des statistiques (BNS), n'a pas rassuré car elle constitue un signal supplémentaire de l'essoufflement persis-

sant de la Chine. Les marchés attendent maintenant avec impatience la publication vendredi de chiffres mensuels sur l'emploi aux Etats-Unis. La livre britannique baissait face à la monnaie unique européenne, à 73,47 pence pour un euro, et se stabilisait face au dollar, à 1,5342 dollar pour une livre. La devise suisse progressait légèrement face à l'euro, à 1,0840 franc suisse pour un euro, ainsi que face au dollar, à 0,9617 franc suisse pour un dollar. L'once d'or valait 1 142,98 dollars, contre 1.135 dollars vendredi soir.

N.G.

Zone euro

La croissance du secteur manufacturier maintenue en août

La croissance de l'activité dans le secteur manufacturier en zone euro a fait preuve de résilience en août, avec une amélioration des chiffres de l'emploi, a indiqué hier le cabinet privé Markit qui publie l'indice PMI. Le PMI manufacturier de la zone euro s'est établi à 52,3 en août, contre 52,4 en juillet et lors de la première estimation. Lorsqu'il est supérieur à 50 points, cela signifie que l'activité progresse, tandis qu'elle se replie s'il est inférieur à ce seuil. Le secteur manufacturier a été soutenu «par une

accélération de la croissance de la production et des nouvelles commandes au cours du mois», a relevé Rob Dobson, chef économiste chez Markit. Les données publiées hier «sont pour l'heure conformes à une croissance annuelle de la production industrielle de l'ordre de 2% au troisième trimestre, une hausse certes modérée mais représentant cependant une évolution positive», poursuit-il. Sur le front de l'emploi, apparaissent des signes encourageants, avec les effectifs manufacturiers qui ont

enregistré leur plus forte hausse depuis quatre ans, indique Markit. Par pays, ce sont les Pays-Bas (PMI à 53,9), l'Italie (PMI à 53,8) et l'Irlande (PMI à 53,6) qui ont le plus tiré la croissance du secteur. Première économie de la zone euro, l'Allemagne a également joué à plein son rôle de moteur et a vu sa croissance fortement accélérer dans le secteur, avec un PMI à 53,3, un plus haut en presque un an et demi. En revanche, la situation en Grèce a sans surprise pesé sur la santé de l'industrie manufacturière, où le

PMI s'est établi à 39,1. Mais «le net fléchissement des taux de repli observé en août permet d'espérer que le pire est passé», avance le chef économiste du cabinet Markit. «Parallèlement, la grande faiblesse de l'industrie manufacturière française persiste au cours du mois et cette tendance devrait continuer de peser sur l'ensemble de l'économie française», souligne-t-il. Le PMI manufacturier français s'est établi à 48,3 en août, son plus bas niveau en quatre mois.

S. H./APS

À 49,20 dollars le baril à New York Les cours du pétrole augmentent

LES COURS du pétrole ont fortement augmenté à New York pour la troisième séance de suite, achevant contre toute attente le mois sur une hausse grâce à des informations indiquant que l'Opep envisagerait de discuter des cours avec les autres pays producteurs. Le cours du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en octobre a gagné 3,98 dollars à 49,20 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), pour dégager une hausse de 27,46% en trois séances. Sur le mois, la hausse s'établit à 4,41%, ce qui aurait pu sembler inespéré compte-tenu du plongeon de la mi-août liée à la débâcle des Bourses chinoises. Lundi, la séance avait ouvert en baisse, expliquée notamment par des prises de bénéfices, mais les cours du WTI ont basculé dans le vert avec la nouvelle estimation du ministère américain de l'Energie sur la production des Etats-Unis en juin, révisée en baisse de 130 000 barils par jour (b/j), à 9,3 mbj, représentant une baisse de 100 000 b/j par rapport à mai. «Nous pensons que plus largement nous allons voir un déclin modéré par rapport au pic d'avril», a noté Tim Evans, chez Citi. Puis, a noté Phil Flynn, chez Price Futures Group, le marché a salué un commentaire paru dans un bulletin de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), indiquant que l'organisation serait prête à discuter avec d'autres producteurs du niveau des cours. «Cela va sans dire, l'Opep, comme toujours, va continuer à faire tout ce qu'elle peut pour créer le climat qui convienne permettant au marché du pétrole d'arriver à l'équilibre avec des prix justes et raisonnables», lit-on dans ce bulletin. L'Organisation se dit «prête à parler à d'autres producteurs», tout en protégeant ses propres intérêts, car «ses membres, en tant que pays en développement dont les économies reposent largement sur cette seule ressource, peuvent mal se permettre de faire autrement». Ces déclarations ont toutefois suscité quelques doutes chez certains investisseurs. «Je ne suis pas convaincu que l'Opep prépare une réduction de sa production, je ne crois pas que ce soit ce qu'elle implique», a ainsi déclaré Bart Melek, chez TD Securities, jugeant qu'«il est trop tôt pour dire que le marché ait fini d'être baissier». «Les chiffres sur l'offre (surabondante) et la demande (morose) restent horribles», a-t-il ajouté, jugeant «très probablement» exagéré le bond des cours lundi. R.E.

Rentrée à Béjaïa

Le wali ne ménage pas les entreprises

■ La rentrée scolaire et universitaire prochaine constitue la priorité du wali de Béjaïa qui a, à nouveau, effectué une visite de travail et d'inspection des nouveaux pôles universitaires d'Amizour (sciences exactes) et d'El-Kseur (faculté de sciences économiques).

Par Hocine Cherfa

C'était une visite au cours de laquelle le premier responsable de la wilaya n'a pas caché sa colère par rapport au retard accusé dans l'avancement des travaux de réalisation du pôle d'El-Kseur. Le bureau d'études en charge du suivi des travaux du campus d'El-Kseur en a d'ailleurs fait les frais. Son contrat a été résilié lors de cette visite, rapporte radio Soummam. Il a aussi menacé de résilier les contrats de certaines entreprises dont les chantiers n'ont pas avancé alors que les délais contractuels sont arrivés à terme. «Une entreprise qui consomme 31 mois du délai de réalisation et qui est à un taux d'avancement de 8%, ce n'est pas acceptable !» En effet, dans cette faculté d'une capacité de 6 000 places pédagogiques, les travaux sont à la traîne en raison notamment de la mauvaise programmation, la délivrance des ODS au même temps et une mauvaise synchronisation dans les travaux. Les délais de réalisation qui sont de 12 à 18 mois, selon les projets, ont dépassé les 36 mois sans que le taux d'avancement des travaux ne soit appréciable. Deux entreprises en font les frais aussi de leur manque de sérieux puisque les chantiers qui leur ont été confiés n'ont pas avancé alors que les délais fixés ont été consommés. «Nous avons décidé d'ordonner l'arrêt des travaux à certaines entreprises qui n'ont pas été à la hauteur», dit-il en substance sur radio Soummam. A Amizour, le



chef de l'exécutif s'est montré satisfait au sujet de l'avancement des travaux où les délais sont respectés. «Les délais et les engagements sont respectés, il reste quelques réserves qui seront levées avant le 15 septembre», a-t-il déclaré. Ici les res-

ponsables de l'université ont commencé l'installation du mobilier des 5 000 lits de la résidence et les 4 000 places pédagogiques». Le wali qui a promis d'en finir avec le bricolage et d'en retenir que les entreprises performantes et sérieuses, s'est entre-

tenu avec une délégation de demandeurs de logements de plusieurs types venue lui exprimer ses préoccupations. La délégation est repartie satisfaite suite à un engagement de prendre en charge le problème.

H. C.

5,1 millions de baigneurs ont fréquenté les plages autorisées de la wilaya

Le nombre d'estivants ayant fréquenté les 33 plages autorisées de la wilaya de Béjaïa a atteint les 5.1 millions d'estivants jusqu'au 30 août, selon un bilan de la Protection civile qui n'a pas du tout chômé en cette période estivale puisqu'elle a dû intervenir au mois 4 593 fois pour sauver 2 512 personnes d'une morte certaine. 1 744 baigneurs ont été soignés sur place et 320 évacués vers les centres de santé de la wilaya.

Jusqu'à hier, la Protection civile a enregistré 21 noyades: 17 dans des plages surveillées et non surveillées et 4 dans les oueds. Les derniers en date, le corps d'un adolescent de 16 ans a été retiré au niveau de Oued Bousselam près de la station thermale de Sidi-Yahia dans la commune de Seddouk avant-hier à 18h et le corps d'un jeune de 30 ans non encore identifié retiré aussi des eaux de la plage «Les Hammadite» à Tichy. En

matière d'accidents de la route, 02 morts et 69 blessés ont été enregistrés sur les routes de la wilaya de Béjaïa la semaine dernière (du 23 au 30 août) où 58 accidents s'y sont produits. Depuis le début du mois d'août jusqu'au 29 du même mois, il a été enregistré 223 accidents de la circulation routière, 288 blessés et 06 morts, avons-nous appris aussi.

H.C.

Blida

Réception de 2 000 logements AADL durant le prochain semestre

Un premier lot de logements AADL (2 000 unités), en réalisation au niveau de la ville nouvelle de Bouinan, à l'est de Blida, sera réceptionné durant le premier semestre 2016, a annoncé le wali Abdelkader Bouazgui. Ce lot fait partie d'un programme de 5 000 unités AADL, prévues à la réalisation au niveau de cette ville nouvelle, qui englobera près de 52 000 logements de tous types, à l'horizon 2019, a-t-il expliqué, lors d'une rencontre, consacrée aux préparatifs de réception du projet. Des responsables locaux, des cadres du ministère de tutelle, dont le directeur général de la ville, Ali Bensaad, des représentants du ministère des Finances et autres responsables chargés de l'entreprise de la nouvelle ville de Bouinan, créée en 2006, ont pris part à cette rencontre. M. Bouazgui a insisté, à l'occasion, sur l'impératif de fédérer les efforts de tous les secteurs concernés (habitat, santé, les domaines, les travaux publics, le transport, l'hydraulique, l'énergie et autres), appelant chaque partie à poser les problèmes

contraignant, à ce jour, la bonne marche des projets d'équipements publics accompagnant ces logements (structures scolaires, de santé, de services et autres réseaux divers). Il a notamment, souligné la nécessité de leur lancement «à temps», pour que ces commodités «soient prêtes au rendez-vous», afin de recevoir les nouveaux résidents, dont le nombre avoisinera les 10 000 habitants. «Il est inconcevable d'attribuer des logements à leurs bénéficiaires, sans la réunion de toutes les conditions de vie nécessaires», a soutenu Bouazgui. Il a fait part, à cet effet, de la mise en place d'une commission réunissant tous les secteurs concernés par ce projet, qui sera présidée par le chef de daïra, et dont la mission consistera à trouver des solutions aux contraintes posées. Un rapport hebdomadaire sera élaboré par cette commission pour le soumettre aux parties en charge du projet, alors qu'une rencontre mensuelle réunira les responsables locaux pour la mise au point d'un plan de travail relatif au même projet.

Le directeur des Domaines, M. Mansouri, a souligné, à l'occasion, le refus de certains propriétaires terriens de céder leurs terres dans le cadre de l'intérêt public. Une contrainte qui freine l'avancée des travaux liés à la réalisation de réseaux de routes notamment, a-t-il souligné, signalant, néanmoins, la libération, à ce jour, de plus de 360 ha de terrains privés, et l'indemnisation de leurs propriétaires avec un montant de plus de 20 milliards DA. Le wali a également lancé un appel à tous les investisseurs du pays, à venir investir dans divers secteurs (sport, santé, éducation, tourisme, industrie). Une surface de 186 ha de la nouvelle ville de Bouinan a été affectée pour d'éventuels investissements, a-t-il dit, soutenant que la «nouvelle ville ne doit pas se limiter qu'aux logements AADL, et ne doit pas être une cité dortoir». Il a en outre, insisté sur l'impératif de lancement des projets de routes, d'électricité, de gaz et d'assainissement, au vu de leur caractère «prioritaire».

Lamine D./APS

En prévision de la rentrée scolaire à Tindouf Un nouveau groupement et des classes adaptées prévus

UN GROUPEMENT scolaire et des classes adaptées, vont renforcer les structures éducatives dans la wilaya de Tindouf, en prévision de la rentrée scolaire 2015-2016, a-t-on appris de la direction locale du secteur. Le groupement scolaire, constitué de neuf classes et actuellement en phase d'équipement, est implanté à la cité El-Moustaqbal, dans la commune du chef-lieu de wilaya. Il devra faciliter les conditions de scolarisation des élèves de ce quartier en pleine extension, depuis le début de l'année dernière, avec la localisation de nombreux programmes d'habitat, sociaux, ruraux et autres, a indiqué le secrétaire général de la direction de l'éducation, Mohamed Sembaoui. Le secteur ouvrira, en outre, et pour la première fois dans cette wilaya, des classes adaptées au niveau de certains établissements scolaires, pour y accueillir les élèves présentant des difficultés d'assimilation, a-t-il ajouté. Ces classes qui seront suivies par une commission spéciale regroupant des inspecteurs et des cadres de la direction de l'éducation, visent à donner à ces élèves une chance d'améliorer leur niveau et d'éviter la déperdition scolaire, a expliqué le même responsable. Outre la finalisation de l'opération de répartition des manuels scolaires aux différents établissements scolaires, M. Sembaoui a fait état, par ailleurs, du lancement de celle concernant l'attribution de la prime scolaire qui profitera à 5 000 élèves dans cette wilaya de l'extrême sud-ouest du pays, ainsi que de la préparation de plus de 30 cantines scolaires et de deux internats. Au sujet justement de ces préparatifs, une rencontre de coordination s'est tenue, en début de semaine, sous la conduite du secrétaire général de la wilaya et en présence des responsables des secteurs concernés, et a permis de donner des instructions fermes sur la nécessité d'accélérer l'opération de distribution des manuels de la prime scolaire, ainsi que l'aménagement des établissements pour accueillir les élèves dans de bonnes conditions. Plus de 11 000 élèves, tous paliers confondus, sont attendus pour cette nouvelle rentrée, au niveau des 43 établissements (32 écoles, 8 collèges et 3 lycées), que compte la wilaya de Tindouf, selon les données de la direction locale de l'Education nationale.

R.R.



Libye/ Afin de participer aux entretiens

L'émissaire de l'ONU tente de convaincre le Parlement non reconnu

■ L'émissaire de l'ONU pour la Libye, Bernardino Leon, va rencontrer à Istanbul les représentants du Congrès général national (CGN), le Parlement non reconnu par la communauté internationale et siégeant à Tripoli, pour les convaincre de participer à la prochaine ronde de pourparlers destinés à mettre fin à la crise politique dans ce pays.

Par Souhila K./APS

M. Leon, qui a souligné «l'extrême urgence» d'un règlement politique en Libye, va tenter de convaincre le CGN de participer à ces entretiens prévus à Genève les 3 et 4 septembre, selon un communiqué de l'ONU publié lundi soir. Le CGN était absent des derniers pourparlers qui se sont tenus en août à Shkirat (Maroc) pour finaliser les annexes d'un accord portant notamment sur la formation d'un gouvernement d'unité nationale dans un pays miné par les rivalités politiques, les violences meurtrières et l'effondrement de l'économie.

Près de quatre ans après la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est plongée dans le chaos avec deux Parlements – et deux gouvernements rivaux, le CGN sous la coupe de la coalition de milices Fajr Libya et l'autre siégeant à Tobrouk (est), reconnu par la communauté internationale. M. Leon a appelé à une accélération des négociations, en soulignant que la situation se détériorait en Libye avec «la crise de l'immigration qui provoque un grand nombre de

morts», et la poursuite des violences meurtrières avec la montée en puissance du groupe jihadiste Etat islamique. Il avait expliqué l'absence du CGN au Maroc par la démission de deux membres de sa délégation et par le temps mis pour «reconstituer une délégation». Le CGN, réclamant des modifications, avait refusé de ratifier l'accord «de paix et de réconciliation» conclu le 11 juillet et signé par les autres parties à la table des négociations.

Cinq soldats tués dans des violences à Benghazi

Cinq soldats des forces du gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale ont été tués lors d'affrontements avec les éléments de l'organisation Etat islamique (EI/Daech) et l'explosion d'une mine dans la ville de Benghazi (est), a rapporté l'agence Lana proche de ce gouvernement.

Citant le porte-parole militaire Miloud Zouai, Lana a fait état de la mort lundi d'un commandant des Forces spéciales Imad el-Jazoui et de trois blessés parmi ses soldats «à la suite de l'explosion d'une mine dans le



Bernardino Leon

Ph. : DR

secteur de Laythi» dans le centre de Benghazi. «Jazoui a été tué (lundi) alors qu'il menait une perquisition dans une maison du secteur de Laythi», a-t-on ajouté de même source. Lana avait annoncé plus tôt la mort dimanche de quatre soldats et fait état de 22 blessés dans les rangs «de l'armée et des forces qui la soutiennent lors d'affrontements violents dans le secteur de Hawari avec la branche libyenne de l'organisation terroriste EI». «Des affrontements violents avec des armes de tous types se poursui-

vent (...) Entre l'armée et les groupes terroristes» à Hawari, a indiqué Lana, citant une source militaire qui fait état de la progression des forces loyalistes dans ce secteur du sud de Benghazi (à un millier de km à l'est de Tripoli).

Epicentre de la révolte populaire ayant renversé Mouammar Kadhafi en 2011, Benghazi est depuis plus d'un an une cité meurtrie par des combats incessants entre les forces gouvernementales et des groupes armés.

S.K./APS

Sahara occidental La RASD participe à la réunion régionale des ministres africains de la Défense

LA RÉPUBLIQUE ARABE sahraouie démocratique (RASD) participe à la réunion régionale des ministres africains de la Défense sur les opérations de maintien de la paix et de la sécurité dans le continent africain qui se tient à Addis-Abéba. La RASD est représentée à cette réunion par le ministre de la Défense, Mohamed Lamin Al Bouhali, sur invitation officielle de son homologue éthiopien Siraj Fegeta, dont le pays abrite l'événement. Les ministres de la Défense, les experts militaires et les chefs des opérations de maintien de la paix en Afrique vont discuter, au cours de cette réunion, les mécanismes devant parvenir aux conclusions et recommandations pour améliorer l'efficacité des capacités de déploiement rapide des forces de maintien de la paix, ainsi que les nouveaux engagements des Etats membres pour augmenter le niveau de performance des missions de maintien de la paix actuelles et améliorer leur rendement dans l'avenir. Par ailleurs, la commission nationale préparatoire du 40^e anniversaire de l'unité nationale a tenu samedi sa deuxième réunion, en présence du Responsable de la centrale politique du Front Polisario, Salem Lebsir. La réunion a abordé les derniers préparatifs et les mécanismes qui peuvent contribuer à la réussite des événements commémorant le 40^e anniversaire de l'unité nationale, rappelant l'importance de cet événement dans la lutte du peuple sahraoui pour la liberté et l'indépendance. Elle a également appelé les médias nationaux à mettre en lumière l'événement et son importance dans l'histoire du peuple du Sahara occidental, rappelant que l'événement sera célébré au niveau national.

F.D./SPS

Un blessé dans un attentat à la voiture piégée

Une personne a été blessée lundi dans un attentat à la voiture piégée dans le centre Tripoli, près des locaux de Mellitah Oil and Gas, une joint-venture entre le géant italien ENI et la compagnie nationale libyenne de pétrole, a indiqué un responsable. «Au moins une personne a été blessée dans l'explosion d'une voiture piégée, qui était garée dans le secteur de Thahra dans le centre de la capitale», a déclaré un responsable des services de sécurité Tripoli, ville sous le contrôle du gouvernement non reconnu internationalement. Dans la même rue se trouve une succursale d'une banque gouver-

nementale et un bureau de la poste libyenne, ainsi que plusieurs ambassades dont celles d'Arabie saoudite et des Pays-Bas. L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, a causé des dégâts dans l'immeuble abritant les bureaux de Mellitah Oil and Gas ainsi que dans celui de la banque et d'autres bâtiments environnants.

Les forces de sécurité se sont aussitôt déployées dans le secteur, une ambulance a été dépêchée et les pompiers s'affairaient à éteindre le feu provoqué par l'explosion. En proie au chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est

livrée aux milices et compte deux Parlements et deux gouvernements qui se disputent le pouvoir. L'un est basé à Tripoli et l'autre à Al-Bayda, ce dernier étant le seul reconnu par la communauté internationale. Profitant de la situation anarchique, des groupes armés se sont implantés dans des régions du pays notamment l'organisation Etat islamique (EI/Daech) qui s'est emparée en juin de la ville de Syrte, à 450 km à l'est de Tripoli.

S.K.

Tunisie

Vers une amélioration des conditions financières et sociales des sécuritaires

Le gouvernement vient de mettre au point un projet dont l'exécution démarrera début 2016, destiné à améliorer les conditions financières et sociales des sécuritaires. Cette mesure est dictée par les grands sacrifices consentis par les sécuritaires dans leur lutte contre le terrorisme, indique un communiqué de la présidence du gouvernement qui insiste, aussi, sur le souci d'accorder un encadrement optimal aux

agents. Malgré une conjoncture économique difficile, le gouvernement a alloué d'importants fonds au renforcement des institutions sécuritaire et militaire. Le but étant de les doter des équipements nécessaires leur permettant d'accomplir leur mission dans les meilleures conditions et de consolider les attributs de la stabilité et de la paix, selon la même source.

La présidence du gouvernement rappelle, dans ce sens, les

défis auxquels le pays fait face s'agissant du terrorisme, du crime organisé, de la contrebande et du blanchiment d'argent.

Quatre terroristes tunisiens arrêtés à la frontière avec la Libye

Quatre terroristes tunisiens ont été arrêtés alors qu'ils tentaient de franchir illicitement la frontière en provenance de Libye. Ces éléments avaient participé à des

actes terroristes en Tunisie et en Libye. Il y a parmi eux ceux qui s'apprentent à rejoindre les groupes terroristes retranchés dans les hauteurs ouest, indique un communiqué publié lundi par le ministère de l'Intérieur. Les éléments terroristes ont été transférés vers l'unité nationale de recherche dans les crimes terroristes relevant de la Garde nationale

R.M.

Liban

Des protestataires occupent le ministère de l'Environnement

■ Des dizaines de jeunes militants occupaient hier le ministère libanais de l'Environnement, réclamant la démission du ministre sur fond de crise des ordures et de manifestations inédites contre la corruption de la classe politique, a affirmé à l'AFP un fonctionnaire sur place.

Par Ali O.

Cette escalade surprise et inédite au Liban intervient quelques heures avant l'expiration du délai fixé par la campagne citoyenne pour obtenir la démission du ministre Mohammad Machnouk et trouver une solution durable à une crise qui dure depuis un mois et demi. Les militants avaient fixé samedi un ultimatum au ministre, qui expire hier à 19h00 (16h00 GMT).

«Dehors! Dehors! Le ministre de l'Environnement dehors!» ont scandé les militants qui se trouvent dans un couloir proche du bureau du ministre, a indiqué l'employée sous couvert de l'anonymat. M. Machnouk se trouve dans son bureau, a-t-elle ajouté.

«Pacifique! pacifique!» ont-ils ajouté pour insister sur la non-violence de leur mouvement.

Des militants sont assis à même le sol, applaudissent et entonnent l'hymne national, d'autres brandissent des drapeaux libanais aux fenêtres du ministère situé dans le centre-ville de Beyrouth.

Quatre policiers tentent de les convaincre de quitter les lieux, mais ils refusent.

D'autres policiers se trouvent en bas de l'immeuble, où se sont également rassemblés des dizaines de citoyens à l'appel du mouvement «Vous pouvez», à l'origine de la campagne qui a vu des dizaines de milliers de Libanais descendre dans les rues pour conspuer la corruption de la classe politique et son immobilisme face à la crise des ordures.

La police anti-émeute est arrivée, ont constaté les correspondants de l'AFP sur place et la plupart des fonctionnaires ont quitté l'immeuble sans problème.

Un des organisateurs de la



campagne, Lucien Bourjeily, a affirmé à l'AFP que les jeunes «ne quitteraient pas les lieux avant la démission de M. Machnouk» et qu'ils avaient décidé d'agir avant l'expiration du délai «pour l'élément de surprise. Ils ne s'attendaient pas à ce qu'on agisse maintenant». «S'ils répondent à nos revendications avant l'expiration du délai, nous nous retirerons», a-t-il ajouté. M.

Machnouk avait indiqué lundi qu'il allait se retirer de la commission ministérielle en charge du dossier des déchets mais qu'il n'allait pas démissionner, provoquant la fureur des militants.

La campagne de protestation a commencé avec la crise des ordures provoquée à la mi-juillet par la fermeture de la plus grande décharge du Liban et l'amoncellement des déchets dans les

rues. Mais cette mobilisation illustre surtout le ras-le-bol d'une population face à la corruption endémique, au dysfonctionnement de l'État et à la paralysie des institutions politiques. «Ce Parlement, c'est de l'ordure, c'est le Parlement qui s'est auto-prorogé!» ont encore scandé les militants. Les députés ont prolongé à deux reprises leur propre mandat depuis les élections en 2009, en raison des divisions politiques, ce que les militants qualifient d'«illégitime». Ils se montrent également incapables d'élire un président de la République, poste vacant depuis mai 2014.

En plus du règlement de la question du traitement des déchets, les protestataires réclament l'organisation de nouvelles législatives. Le pouvoir n'a pas encore officiellement réagi aux revendications de la société civile. Le président du Parlement, Nabih Berri, un des leaders de la classe politique conspuée par les militants a appelé à un dialogue entre dirigeants le 9 septembre, mais les militants ont dénoncé cette initiative comme un moyen de détourner l'attention.

A. O.



Points chauds

Divergences

Par Fouzia Mahmoudi

Si les difficultés économiques de nombreux pays européens sont au centre des préoccupations de l'UE aujourd'hui de plus en plus de ressources sont consacrées à la mise en place de moyens pour gérer le mieux possible l'afflux grandissant des migrants, qui sont des milliers à accoster chaque mois le vieux continent. Le Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, a estimé cette semaine à Berlin que la crise migratoire actuelle était le plus grand défi pour l'Europe pour les années à venir. Ce que nous vivons là, c'est le plus grand défi pour l'Europe pour les années à venir. Nous devons trouver une réponse face à ce grand défi, a insisté le dirigeant conservateur lors d'une conférence de presse avec son homologue, Angela Merkel. L'Espagne a connu à ses frontières des tragédies similaires à celles qui se déroulent actuellement ailleurs, à d'autres frontières de l'Union européenne, a-t-il rappelé. La chancelière allemande a pour sa part souligné que si son pays acceptait les Syriens en nombre sans les renvoyer vers le pays européen dans lequel ils sont arrivés c'est qu'ils ont de grandes chances d'obtenir le statut de réfugiés. «Ce n'est pas une surprise et ça devrait être en fait la même chose dans tous les pays européens», a-t-elle ajouté, alors que son pays prévoit d'accueillir en 2015 800 000 candidats à l'asile, plus que tout autre pays européen. Les deux dirigeants conservateurs ont insisté aussi sur la nécessité d'une politique migratoire et d'asile commune aux pays de l'UE avec la mise en place notamment d'une répartition équitable des candidats à l'asile, l'ouverture de centres devant faire le tri aux frontières européennes entre migrants économiques et réfugiés, notamment en Italie et en Grèce. «La position espagnole sera constructive (lors de la prochaine réunion des ministres européens de l'Intérieur et de la Justice). L'Europe a besoin d'accords, de solidarité», a dit Rajoy, tout en accusant la Commission européenne, Rome et Athènes de ne pas en faire assez. «Nous devons maintenant travailler à réussir la mise en place d'une politique d'asile commune (...) et non pas nous accuser les uns les autres, nous devons changer les choses», a pour sa part jugé Merkel. Reste à savoir toutefois, comment les pays de l'Union européenne feront pour surmonter leurs divergences dans leur politique face à l'afflux de migrants. Les pays de l'Est ont pour leur part très tôt signifié leur refus d'accueil de tout quota et semble bel et bien décidé à se débarrasser de tous les migrants qu'ils arrêteront sur leur sol. La Hongrie ayant aujourd'hui la position la plus dure sur la question. Des sanctions pourraient même être décidées par Bruxelles pour «punir» l'attitude anti-migrants de Budapest, ce qui aurait certainement pour conséquences de rendre les relations entre les pays de l'Ouest et de l'Est encore plus difficiles et de creuser un véritable schisme entre les deux blocs. Reste à savoir si Berlin notamment privilégiera le dialogue ou si Merkel en présidente non-élue de l'UE décidera que la Hongrie et les pays qui suivent cet exemple doivent être sanctionnés ou pas.

F. M.

Attentat de Bangkok

Un deuxième suspect «de premier plan» interpellé

Un deuxième suspect «de premier plan» a été interpellé hier dans l'enquête sur l'attentat de Bangkok, qui a fait 20 morts il y a deux semaines, marquant une grande avancée de la police thaïlandaise, qui avait surtout multiplié les déclarations contradictoires jusqu'ici.

Un étranger «a été arrêté au poste-frontière de Sa Kaeo», à la frontière avec le Cambodge, a annoncé le général Prawut Chan-O-Cha, le qualifiant de «suspect de premier plan», qui pourrait être le poseur de bombe.

Le porte-parole de la police Prawut Thavornsiri a assuré lors d'une conférence de presse qu'il ressemblait à l'homme au T-shirt jaune soupçonné d'avoir déposé le sac contenant la bombe au cœur du sanctuaire Erawan. «Il est un élément essentiel du réseau» responsable de l'attaque, a-t-il ajouté. La police thaïlandaise avait publié un portrait-robot du poseur de bombe présumé peu après cet attentat meurtrier avait fait également plus de 120 blessés en plein Bangkok le 17 août, dans un sanctuaire hindouiste très fréquenté par les touristes chinois.

Réalisé à partir d'images de télésurveillance de mauvaise qualité, il ne permet pas une identification précise, le suspect en T-shirt jaune étant de surcroît affublé de grosses lunettes à monture noire. La police a diffusé des images du jeune homme interpel-

lé hier à la frontière, le visage en partie dissimulé par une casquette et des lunettes de soleil. Trois nouveaux mandats d'arrêt ont par ailleurs été émis, a précisé Prawut, pour possession de matériel servant à fabriquer des bombes.

L'un des trois suspects n'était pas identifié. Pour les deux hommes, il s'agit de Ahmet Bozagli et Ali Jolan mais leur nationalité n'a été précisée par le porte-parole de la police qui a montré leurs portraits-robots.

Samedi, un premier suspect, un étranger voyageant avec un passeport turc à l'authenticité douteuse, a été interpellé à Bangkok. Lors d'une allocution télévisée, Pareya Netrawichien, porte-parole de la junte, a précisé que l'interrogatoire de ce dernier avait été «très bénéfique» et avait conduit à «l'arrestation d'un suspect».

Plus de deux semaines après, l'attentat n'a toujours pas été revendiqué et le mystère reste entier quant aux motivations et à l'identité des auteurs.

Les scénarios les plus divers ont été avancés jusqu'ici : gang de trafiquants de faux passeports, terrorisme international ou opposants à la junte militaire au pouvoir depuis le coup d'État de mai 2014. Une vengeance de la minorité musulmane turcophone ouïghoure, dont une centaine de membres ont été renvoyés en Chine par la

Thaïlande en juillet, provoquant la colère en Turquie et le saccage du consulat de Thaïlande à Istanbul, est l'une des principales pistes avancées, même si toutes restent à l'étude selon les autorités thaïlandaises.

La veille, les autorités militaires avaient annoncé rechercher deux nouveaux suspects, une Thaïlandaise et un étranger.

La femme, Wanna Suansan, âgée de 26 ans, dont la photo en hijab noir avait été diffusée, s'était dite étrangère à cette affaire. Dans un entretien téléphonique avec l'AFP, elle a dit vivre en Turquie depuis trois mois, se contentant de sous-louer son appartement de Bangkok à un ami de son mari. Tout un arsenal de fabrication de bombe y a été découvert pendant le week-end.

La police a d'ores et déjà identifié des traces de TNT sur les vêtements du suspect interpellé samedi dans un appartement contenant du matériel pour la fabrication de bombes.

Les deux appartements où ont été découverts les caches se trouvent dans la même banlieue nord-est à forte population musulmane. Le suspect interpellé samedi était en possession de dizaines de faux passeports. La Thaïlande est réputée pour être une plaque tournante de trafics divers, notamment de faux passeports.



Manifestation «Oran en fête»

En clôture, une soirée cent pour cent rap

La soirée de clôture de la manifestation «Oran en fête» a drainé un public nombreux. Animée par le rappeur algérien établi en France, Lacrim, ainsi que le Annabi Karim El Gang et le groupe oranais Tox, cette soirée a été l'occasion pour chanter et danser sur les meilleures chansons des trois artistes.

Par Abila Selles

Le théâtre de verdure «Hasni-Chekroune» a vécu, dans la soirée de lundi, des moments intenses, à l'occasion de l'ultime programme proposé par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) au titre de sa manifestation «Retour aux sources : el Bahia en fête». Des centaines de jeunes Oranais sont venus écouter leur idole, le rappeur algérien établi en France, «Lacrim», ainsi que le Annabi «Karim El Gang» et le groupe oranais «Tox». Cette ultime soirée a été exclusivement rap, genre musical qui fait bouger au sens propre et figuré les jeunes. «Tox», «El Gang» et «Lacrim» ont fait vibrer le théâtre de verdure, surtout Lacrim que les jeunes Oranais attendaient de pied ferme. Avant même le début des concerts, les jeunes ne cessaient de réclamer leur rappeur favori d'origine algéroise «Lacrim» qui a entamé son spectacle en fin de soirée et dès les



premières notes, les premiers mots, la fusion a été totale. Les jeunes en sueur se sont démenés comme des diables jusqu'à la fin et en redemandaient encore et encore. Si le commun des mortels a parfois du mal à saisir toutes les paroles des rappers, tant le débit est

rapide, il n'en était rien pour le jeune public, formé presque à parts égales de garçons et de filles. Ils connaissaient le moindre mot de tout le répertoire de «Lacrim», lui-même étonné, mais ravi par un tel enthousiasme. «Lacrim» avait succédé, un peu plus tôt dans la soirée au jeune

rappeur venu de Annaba, «Karim El Gang», qui a eu lui aussi sa part de succès. Il faut dire que c'est un rappeur assez original. Le public a découvert un «rappeur nationaliste», qui se réclame du chahid Larbi Ben M'hidi, de son sacrifice pour l'indépendance de l'Algérie, un exemple pour

«Karim El Gang» et pour tous les Algériens. Le rappeur le dit dans ses chansons, tout en conseillant au jeune public d'éviter d'écouter le chant des sirènes et de demeurer fidèles aux principes de l'Algérie indépendante et à ses valeurs, n'hésitant pas à raconter l'histoire du chahid et de proposer au public des passages d'un discours de feu le président Houari Boumediene. Bien entendu, l'équipe nationale de football «El Khadra» a eu droit aux faveurs du rappeur et du public, qui ont revisité quelques chansons, ainsi que le fameux «hymne : one, two, three, viva l'Algérie».

Le groupe oranais «Tox», qui a ouvert le bal en début de soirée, a présenté au jeune public un répertoire intéressant. Proposant un rap «purement oranais», les jeunes artistes ont revisité les préoccupations des jeunes de leur génération, leurs attentes et leurs expressions de mal-vie, des thèmes si chers aux rappers de tous bords et de tous horizons. **A.S.**

Afin d'enrichir la scène culturelle en Algérie

Le ministre de la Culture appelle à l'investissement dans le domaine culturel

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a affirmé, lundi à Alger, l'importance de l'investissement dans le domaine culturel en tant qu'«appui à l'économie nationale», appelant les investisseurs désirant investir dans ce domaine à «formuler leurs propositions».

Le ministre, qui était l'invité du forum du journal *Echaab*, a réitéré son appel à l'organisation, avant la fin de l'année, d'une conférence nationale sur l'investissement dans le secteur culturel, qui regroupera les «professionnels, les hommes d'affaires et les entreprises actives dans le domaine de l'audiovisuel».

Il a souligné que des investisseurs privés algériens ont fait part de leur grand

intérêt et présenté leurs demandes au ministère de la Culture qui seront soumises aux parties concernées.

Le ministre a révélé que son département «finalisait le dossier relatif à l'investissement dans le domaine de la culture qui sera soumis au Premier ministre, Abdelmalek Sellal».

Se référant aux pays qui consacrent une place importante à la production cinématographique, à l'instar de l'Inde et du Nigeria qui est désormais un grand marché en la matière, le ministre de la Culture a estimé l'Algérie possédait «tous les atouts culturels pour la création de villes cinématographiques et devenir un espace de production cinématogra-

phique», ajoutant avoir demandé à plusieurs walis de donner leur aval à pareils investissements.

«Plusieurs régions algériennes constituent un environnement propice à une production cinématographique diversifiée», a-t-il soutenu.

Pour ce qui est des festivals et des manifestations culturelles dont le nombre s'élève à 176, le ministre a appelé à la «rationalisation des dépenses» concernant l'organisation de tels événements. Il a appelé à la création de festivals «professionnels et fiables» en confiant leur gestion à des professionnels et non à des administrateurs.

Il a également appelé à revoir à la bais-

se les budgets consacrés à ces manifestations, espacer leurs éditions et à les réguler par un texte de loi.

Concernant le Salon international du livre d'Alger (Sila), prévu du 27 octobre au 7 novembre prochains, M. Mihoubi a rappelé que pour la circonstance des prix d'une valeur de 3 millions de DA récompenseront la meilleure œuvre littéraire (1 million pour chaque œuvre dans les trois langues : arabe, français et tamazight).

Il a rappelé que l'Algérie compte 857 éditeurs professionnels et que 10 757 œuvres ont été éditées entre 2011 et 2015.

L.B.

Festival de cinéma de Saïdia

«Harraga blues» de Moussa Haddad remporte le Prix du meilleur scénario

Le film «Harraga Blues», du réalisateur algérien Moussa Haddad, a remporté le Prix du meilleur scénario au 1^{er} Festival du cinéma de Saïdia (Maroc) qui a pris fin samedi, a rapporté la presse marocaine. Réalisé en 2012, ce long métrage met en scène la mésaventure de deux jeunes amis qui ont tenté de rejoindre clandestinement l'Europe. *Harraga Blues* était en compétition dans la catégorie du long métrage avec cinq autres films

du Maroc, de Tunisie, de Belgique et des Pays-Bas pour le Prix «Diamant bleu». Dans la catégorie court métrage, six autres films étaient en course pour décrocher le Grand prix, baptisé «L'Orange». Le Grand prix du long métrage «Le Diamant bleu» a été attribué au film «El Ziara» (La visite) du réalisateur tunisien Nawfel Saheb-Ettaba, tandis que «L'Orange» a été décerné au film suisse «Discipline» du cinéaste Christophe Saber. Le

prix du meilleur réalisateur est revenu au Marocain Tarik El Idrissi pour son film documentaire intitulé «Rif 58-59». Une douzaine de films (courts et longs métrages) représentant plusieurs pays dont l'Algérie, la Tunisie, la Palestine, la France, la Suisse et la Turquie ont participé à la compétition officielle de ce festival, placé pour sa première édition sous le signe «Cinéma sans frontières». **L.B.**

Institut culturel français d'Alger

Kamel Daoud et Chawki Amari animent une conférence

L'Institut français d'Alger sera, le 19 septembre prochain, le théâtre d'une conférence-débat autour d'un sujet sensible mais important. La liberté d'expression. Intitulée «Les limites de la liberté dans l'écriture», cette conférence-débat

sera animée par deux grandes plumes libres, Chawki Amari et Kamel Daoud. Les deux journalistes chroniqueurs, incontournables dans le milieu médiatique algérien, sont suivis par une grande communauté, notamment de jeunes Algériens qui cher-

chent, à travers leurs chroniques, à trouver inspiration et vérité. Lors de cette conférence, ces deux «révolutionnaires modernes» tenteront de répondre à des questions que beaucoup se posent : jusqu'à quel point sont-ils libres ? Et jusqu'où peu-

vent-ils pousser le curseur de la liberté de ton et de provocation ? Modérée par le journaliste Nouredine Azzouz, la conférence débutera à 18h. Amoureux d'écriture et de liberté, ne manquez pas ce rendez-vous.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie Ezzou'Art

Jusqu'au 11 septembre :

Exposition intitulée «60 ans et quelques printemps» de l'artiste abdelouhab Selka.

Palais de la culture Mohamed-Laid-Al-Khalifa de Constantine

Jusqu'au 15 septembre :

Exposition rétrospective de l'artiste peintre Bachir Belounis.

Jusqu'au 10 octobre :

«Les arts visuels», exposition collective des artistes de l'est.

Coup-franc direct



A qui la faute ?

Par Mahfoud M.

Le jeune attaquant de l'USMA, Youcef Belaili, ne fera pas partie du groupe qui affrontera le Lesotho, malgré le fait que le coach national le voulait dans ce groupe et a tenté de l'avoir avec lui dans l'équipe. Le joueur avait fermé son portable et n'a pas pu répondre aux appels du coach et de la FAF. Qui assume la responsabilité dans ce cas, est-ce le joueur qui a ignoré les appels des responsables de la balle nationale ou ces derniers qui ont tardé à le convoquer et attendu le jour du départ de la sélection pour le faire ? En fait, les deux. Le joueur se devait de laisser son portable allumé pour rester joignable, alors que les responsables de la FAF ont trop tardé pour prendre la décision de le convoquer. Comment peut-on convoquer un joueur au dernier moment alors que cela aurait pu être fait bien avant étant donné la forme éblouissante de ce dernier qui est de loin meilleure que certains professionnels qui n'évoluent pas à leur véritable valeur. En tout cas, cela démontre qu'on navigue toujours à vue à la FAF et en sélection car on ne peut pas prendre une décision alors que tout le monde a donné un avis favorable au fait de convoquer un joueur qui a démontré qu'il pouvait figurer dans ce groupe et que les locaux ont aussi leur mot à dire avec les Verts. M. M.

Supercoupe de Handball JSE Skikda-CRB Baraki vendredi à Harcha

Le match de la Supercoupe d'Algérie de handball (messieurs) prévu vendredi prochain, se disputera à la salle Harcha-Hacène (Alger) à partir de 18h00, a appris l'APS lundi auprès de la Fédération algérienne de handball (FAHB). Cette rencontre mettra aux prises la JSE Skikda, championne d'Algérie en titre et le CRB Baraki, détenteur de la Coupe d'Algérie. La Supercoupe sera précédée d'un match gala entre la sélection nationale de 1980 et celle de 1990 à partir de 16h00. Une semaine plus tard, sera donné le coup d'envoi du championnat d'Algérie Excellence de handball, saison 2015-2016.

Tennis

Championnat d'Algérie des 11/12 ans et 13/14 ans à Tlemcen

64 tennismen et tennismen prendront part du 2 au 5 septembre, au championnat d'Algérie des catégories 11/12 ans et 13/14 ans, prévu au Tennis club de Mansourah (Tlemcen), a-t-on appris, lundi, du directeur de ce tournoi.

Les participants à cette manifestation sportive représentent 20 clubs affiliés à 10 ligues de wilaya, a précisé à l'APS Mohamed Issad, ajoutant que les compétitions en individuel et en double sont organisées dans le cadre du calendrier national de la Fédération algérienne de tennis pour la saison 2015. Cette compétition regroupera les athlètes des deux sexes qualifiés aux demi-finales des championnats régionaux Est et Ouest, en plus des six premiers au classement du championnat régional Centre.

Les rencontres seront une occasion pour les athlètes d'améliorer leur classement national et remporter



le titre individuel de l'année 2015, tant convoité, a ajouté le même responsable. D'autre part, le Tennis club de Mansourah abritera un tournoi international Dames, du 12 au 19 septembre prochain. Les tennismen de 15 pays arabes et européens sont attendues à Tlemcen.

Selon Mohamed Issad, une réunion est prévue ce jeudi, au siège de la wilaya de Tlemcen, en vue de mettre les dernières retouches à la préparation de ce rendez-vous sportif.

JMP 2015 (4^e journée)

L'Algérie toujours 4^e au tableau des médailles



L'Algérie occupe toujours la quatrième place du classement général, à l'issue de la 4^e journée de la première édition des Jeux méditerranéens de plage (JMP 2015) qui se déroulent du 28 août au 6 septembre à Pescara (Italie). L'Algérie occupe la 4^e

place avec huit médailles (1or, 4 argent et 3 bronze), derrière l'Italie, le nouveau leader du classement général avec 21 médailles (9 or, 7 argent et 5 bronze), la France (9 or, 3 argent et 3 bronze), et la Grèce (2 or, 4 argent et 6 bronze). La lutte de plage algérienne, dont la compétition a pris fin samedi, a remporté cinq médailles (1or, 2 argent et 2 bronze), alors que l'aviron de mer a décroché deux argent et une bronze. La seule médaille d'or algérienne avait été décrochée par Bilal Hadri (lutte de plage/80kg). L'Algérie participe à ces joutes avec 98 athlètes dans huit disciplines sportives.

Equipe nationale/Début du stage Les premiers couacs chez les Verts

■ Les choses ne semblent pas marcher comme l'aurait souhaité le coach national, Christian Gourcuff, pour cette entame du stage de la sélection à Pretoria, en prévision du match face au Lesotho pour le compte de la deuxième journée des éliminatoires de la CAN 2017 le 6 septembre prochain.

Par Mahfoud M.



Le groupe n'est pas au complet

En effet, la sélection enregistre ses premiers forfaits avec deux joueurs qui n'ont pas pu être au rendez-vous. C'est le cas de Nabil Bentaleb, le joueur de Tottenham qui a été blessé à la main, alors que le joueur du FC Valence, Sofiane Feghouli, a souffert d'une blessure contractée lors du match face à La Corogne.

C'est donc un coup dur pour les Verts, d'autant plus que Gourcuff compte beaucoup sur ses deux joueurs pour pouvoir réussir un résultat probant face au Lesotho. Il faut savoir aussi qu'il y a Riadh Mahrez qui est incertain. Pour pallier

à ces absences, le driver national a prit le joueur du MCA, Khaled Gourmi et le milieu de terrain de l'USMA, Hocine El Orfi. Ces deux éléments ont l'habitude de faire partie du groupe et étaient sur la liste des réservistes. En outre, Gourcuff a voulu prendre aussi l'attaquant en forme de l'USMA, Youcef Belaili, mais ce dernier n'avait prit connaissance de l'intention du coach surtout qu'il avait fermé son portable.

Par ailleurs, on croit savoir qu'il y a un changement dans la programmation de ce stage avec la délocalisation des entraînements au stade Loffus Versfeld" de Pretoria lors du

stage en Afrique du Sud. Initialement prévus au Calédonien Stadium de Pretoria, les entraînements des Verts seront finalement délocalisés au grand stade de la ville ayant abrité le match Algérie-Etats-Unis lors du Mondial 2010 en Afrique du Sud.

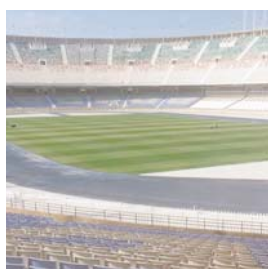
Les partenaires de Yacine Brahimi ont effectué un premier entraînement lundi après-midi à Paris avant de s'envoler en soirée pour Johannesburg (Afrique du Sud) puis rejoindre Pretoria par bus, pour un regroupement de quatre jours avant le déplacement à Maseru (Lesotho).

M. M.

Selon Ould-Ali

Le stade du 5-Juillet est prêt

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould-Ali, a affirmé lundi soir que «le stade du 5-Juillet est bel et bien prêt» à accueillir rencontres de football et qu'«il n'y a pas lieu de polémiquer sur la réouverture de cette enceinte sportive.» «Je voudrais affirmer aujourd'hui que le stade du 5-Juillet est prêt à accueillir les derbies algérois et les rencontres de l'équipe nationale de football. Il n'y a pas lieu de polémiquer sur la réouverture de cette enceinte sportive.», a indiqué El Hadi Ould-Ali lors d'une visite d'inspection, en nocturne, au stade 5-Juillet (Alger), accompagné du wali d'Alger Abdelkader Zoukh et du directeur de l'office du Complexe olympique (OCO), Mohamed Kara. La réouverture officielle du stade du 5-Juillet est prévue pour le 10 septembre 2015 à l'occasion du derby USMH-NAHD pour le compte de la 4^e journée de Ligue 1 «Mobilis» suite à l'arrêté signé par le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh. «Beaucoup d'efforts ont été consentis par les pouvoirs publics pour donner à cette enceinte sportive son lustre d'antan à travers les tra-



vaux entrepris par le ministère de l'habitat et les autorités de la wilaya d'Alger.», a-t-il dit. De son côté, le directeur de l'office du complexe olympique (OCO), Mohamed Kara, a présenté un état des lieux sur les travaux réalisés visant la réhabilitation ainsi que la modernisation du grand stade olympique.

«Les travaux de la première phase qui consiste à refaire les tribunes supérieures, l'installation des chaises, l'installation de deux écrans géants, l'éclairage public et la pelouse sont terminés à cent pour cent », a-t-il précisé. Répondant à une question sur l'installation des vidéos de

surveillance, le premier responsable de l'OCO a précisé que «80 caméras de surveillance sont opérationnelles pour la sécurité des supporters» affirmant que «260 autres caméras vont être installées tout au long de la périphérie et les axes menant au complexe Mohamed-Boudiaf.»

«Une étude est en cours pour répartir le stade en zones, la numérotation des chaises et l'installation d'un système de billetterie électronique qui va se faire dans un délai de trois mois. Une convention d'une durée de deux ans a été signée avec une société algéro-française pour l'entretien de la pelouse» a conclu M. Kara.

O Lyon

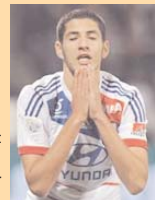
Benzia signe à Lille

YASSINE

Benzia (20 ans) quitte Lyon pour Lille.

L'attaquant lyonnais s'est engagé avec le LOSC pour les quatre

prochaines saisons. «Je suis très heureux de ce transfert. Le LOSC fait partie des grands clubs français, c'est pour cette raison que j'ai choisi de signer ici. J'aspire désormais à avoir le plus de temps de jeu possible, d'être efficace et décisif pour mon équipe. Je peux à la fois jouer en position d'attaquant, mais aussi en soutien ou sur les côtés. Je suis désormais impatient de pouvoir commencer l'aventure avec mes nouveaux coéquipiers et j'ai coché la date du prochain match... à Lyon (sourire)», a déclaré la recrue lilloise. Lyon devrait récupérer 1 million d'euros pour un pourcentage à la revente estimé à 40%.



Italie

Taider prêt à Bologne

Le milieu de terrain international algérien de l'Inter Milan (Serie A italienne de football) Saphir Taider, a été prêt pour deux saisons à Bologne, où il a déjà évolué, a annoncé lundi son nouveau club. Ce prêt s'accompagne d'une option d'achat obligatoire, précise Bologne. L'Inter Milan a décidé de mettre le contrat de Taider (24 ans) sur le



marché des transferts, du moment que l'ancien joueur de Grenoble Foot (France) n'entre pas dans les plans de l'entraîneur Roberto Mancini. Taider avait porté les couleurs de Sassuolo (Serie A, Italie) lors du précédent exercice à titre de prêt. Auparavant, il avait opté pour Southampton (Premier League anglaise) où il n'est resté que quelques jours avant de retourner en Italie au tout début de la saison 2014-2015.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Protection civile à Boumerdès

450 interventions dont 76 liées aux accidents de la circulation

LES DIFFÉRENTES unités de la Protection civile ont effectué, au cours de la semaine du 23 au 29 août, pas moins de 450 interventions, lit-on dans un communiqué émanant de la direction de la Protection civile de Boumerdès, parmi lesquelles 76 interventions sont liées aux accidents de la circulation ayant fait état d'un bilan d'un mort et 46 blessés, 209 aux interventions domestiques pour des transferts des malades vers les centres hospitaliers et les centres de soins.

Dans le cadre de la lutte contre les feux et les incendies, notamment en cette période de grandes chaleurs et de canicule, les brigades des sapeurs-

pompiers ont effectué 86 interventions de feux de broussailles, de maquis et de forêt.

Outre ces dernières, le communiqué ajoute que les services spécialisés de la Protection civile ont procédé également à 79 interventions diverses.

Par ailleurs au cours de la même période, un ouvrier travaillant dans un chantier de construction a chuté du 12^e étage d'un bâtiment situé en face de l'hôtel Medina de Boumerdès. Selon des témoins, la victime a rendu l'âme sur le coup. La dépouille mortelle a été transférée par les services de la Protection civile à la morgue de l'hôpital de Thénia.

A. Kichni

Naciria

Une jeune fille de 20 ans met fin à ses jours

LE PHÉNOMÈNE du suicide prend de l'ampleur. Une jeune fille âgée de 20 ans s'est suicidée dans la matinée d'hier à Naciria, à une trentaine de kilomètres à l'est du chef-lieu de wilaya Boumerdès, a-t-on appris d'une source locale.

Cette source ajoute que la victime, habitant les chalets avec ses parents, ne présente aucune maladie ou des troubles psychiatriques et aurait absorbé des produits toxiques. Le corps de la jeune fille a été transporté à la morgue de l'hôpital de Bordj-Menaïel. Une autopsie n'est pas à écarter pour déterminer le produit absorbé par la vic-

time. Sur les lieux du sinistre, les policiers de la brigade criminelle de la daïra de Naciria ont ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes qui ont poussé la jeune fille, à la fleur de l'âge, au suicide.

Force est de rappeler que depuis le début de l'année en cours, de nombreux suicides ont été enregistrés dans la wilaya de Boumerdès, dont quatre après le mois de ramadhan, deux à Issers (un homme et une jeune fille), un dans la commune de Benchoud et une fille à Naciria.

A.K.

Jijel

Un terroriste arrêté et des armes récupérées

Un terroriste a été arrêté et des armes et munitions ont été récupérées, lundi, par un détachement relevant du secteur opérationnel de Jijel dans la 5^e Région militaire, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement relevant du secteur opérationnel de Jijel (5^e Région militaire) a arrêté, hier 31 août 2015, un terroriste et a récupéré un fusil semi-automatique de type Simonov, quatre fusils de chasse, un appareil de confection de cartouches et une quantité de munitions», précise la même source. Par ailleurs, «un détachement de l'Armée nationale populaire relevant du secteur opérationnel de Ouargla (4^e région militaire) a saisi, suite à

une opération de recherche au niveau de la commune de Rouisset, une quantité de munitions, un moule de fusil de chasse, deux véhicules tout-terrains, une paire de jumelles, des téléphones portables et une quantité de carburant». Aussi, «un autre détachement a appréhendé onze migrants clandestins de nationalité nigérienne lors d'une fouille opérée près de Hassi Messaoud». D'autre part et au niveau de la 2^e Région militaire, «les éléments des gardes-frontières de Bab El-Asa, relevant du secteur opérationnel de Tlemcen, ont mis en échec une tentative de contrebande de 9 750 litres de carburant», ajoute le communiqué.

APS

RENTRÉE SOCIALE DIFFICILE



Loumis

Djalou@hotmail.com

Amélioration du transport aérien

L'organisation d'Air Algérie va bientôt subir une remise à plat

■ Pour améliorer la gestion de son organisation, la compagnie aérienne nationale Air Algérie subira à partir d'octobre prochain «une remise à plat», a déclaré le ministre des Transports, Boudjema Talai, à Ain Defla.

Par Thinhinene Khouchi

En marge d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Ain Defla, le ministre des Transports a affirmé que suite aux résultats de l'audit d'Air Algérie, cette compagnie nationale subira, à partir du mois d'octobre, une remise à plat de son organisation. Les rapports de l'audit ont préconisé des solutions pour améliorer la gestion de l'entreprise, donc «on procédera d'une manière étudiée et selon un programme bien tracé à ces changements».

Selon lui, «cette compagnie aérienne nationale sera un groupe qui va avoir plusieurs métiers à l'intérieur. Il sera configuré en plusieurs sociétés par actions détenues à 100% par Air Algérie. Ainsi, chacune de ces SPA sera autonome et spécialisée dans un des différents métiers d'Air Algérie, comme la maintenance, le catering, l'exploitation, la formation», a expliqué le ministre. D'ailleurs, la compagnie nationale s'est déjà dotée d'une filiale catering, alors qu'une entité similaire spécialisée dans la maintenance sera créée prochainement en partenariat avec une société étrangère dans le cadre de la règle 51/49% régissant les investissements étrangers en Algérie.

Une fois opérationnelle, cette filiale n'assurera pas uniquement la maintenance des avions d'Air Algérie, mais aussi ceux des compagnies évoluant autour de nous, car on sera plus compétitifs, a souligné M. Talai, surtout que l'Algérie possède déjà un centre de maintenance équipé



Ph. > A. Sahrouf/A.A.

de moyens très modernes, il ne manque que la bonne gestion de ces moyens, a-t-il ajouté. Dans le cadre de sa nouvelle restructuration, approuvée par le Conseil des participations de l'Etat, Air Algérie va se doter de quatre filiales. Il s'agit d'une société de catering «l'activité de préparation des repas destinés aux passagers», d'une filiale spécialisée dans le transport de marchandises (cargo), une troisième dédiée au handling «embarquement, enregistrement des bagages...». Ce plan de restructuration prévoit également le lancement d'une société qui assurera la maintenance et la réparation des avions d'Air Algérie et d'autres compagnies aériennes. Par ailleurs, le ministre a déclaré en inspectant les travaux de réalisation du tunnel El Gantas à Ain Defla, que l'Algérie, de par son programme d'investissement, est sur la bonne voie dans le domaine

des transports, ferroviaire, aérien et maritime, «ce qui fait qu'elle est en première position en Afrique et en très bonne position au niveau mondial». Au cours de sa visite dans la wilaya de Ain Defla, M. Talai a suivi, au niveau de la commune de Hocenia, un exposé sur le projet de dédoublement de la ligne ferroviaire El Affroun-Khemis Miliana avant de se rendre à l'entrée Est du tunnel El Gantas, un bitube de 7 330 m. Le ministre a également inauguré les gares ferroviaires des villes d'Arris et de Rouina. Dans la commune de Ain Soltane, le ministre a visité l'entrée ouest du même tunnel, El Gantas, exhortant les responsables du projet à redoubler d'efforts afin d'achever les travaux dans les délais impartis. À Khemis Miliana, le ministre a inspecté le site devant abriter la future gare ferroviaire.

T. K.